

Réf : Falquet, Jules, 2020, “Le mouvement lesbien féministe d’Abya Yala à travers ses rencontres continentales : analyses et alliances”, in : Lissell Quiroz, *Féminismes et artivisme dans les Amériques (XX^e-XXI^e siècles)-Femart*, Presses universitaires de Rouen et du Havre, pp 27-51.

Le mouvement lesbien féministe d’Abya Yala à travers ses rencontres continentales : analyses et alliances

Jules FALQUET

(Université de Paris, CEDREF-LCSP)

En 1979, le Combahee River Collective affirmait que quand les lesbiennes et les femmes racisées et prolétarisées seraient libres, tout le monde serait libre, car leur libération impliquait de détruire tous les systèmes d’oppression¹. Si l’on en juge sur la base de ce que les différents groupes sociaux ont effectivement produit, d’un point de vue épistémologique, seuls l’avantage épistémique et l’urgence d’un changement (résultant tous deux du fait d’occuper les positions « les plus dominées-opprimées-exploitées »), permettent de produire une analyse acérée, complète et orientée vers la subversion radicale de l’ensemble de ces rapports sociaux². Dans cette perspective, que nous apprennent les réflexions et les luttes que mènent depuis plus de trente ans des lesbiennes féministes du Sud, en l’occurrence latino-américaines et des Caraïbes /Abya Yala³ ?

Le présent travail propose un certain nombre d’informations historiques et d’analyses sur le mouvement lesbien féministe d’Abya Yala, en prenant comme fil conducteur les dix rencontres continentales qu’il a tenues depuis 1987, et en étudiant ses liens avec le mouvement féministe du continent. Au sein de ce dernier, depuis 1993, une tendance qui se qualifie elle-même d’« autonome⁴ » tente de s’opposer à l’ONGisation et à la triple cooptation de la part des institutions internationales, de la coopération au développement et des États néolibéraux, qui tentent non seulement de le domestiquer, mais aussi de l’instrumentaliser au service de la mondialisation néocoloniale. Je fais ici l’hypothèse qu’après l’échec de l’unification du courant féministe autonome au début des années 2000, le mouvement lesbien féministe a d’abord servi de refuge et de plateforme de réorganisation pour les autonomes

¹ Combahee River Collective, « Déclaration du Combahee River Collective », *Cahiers du CEDREF*, 2006 [1979], p. 53-67.

² Ne garantissent pas, mais permettent sous certaines conditions.

³ Il s’agit d’un terme que les autochtones Kuna employaient pour désigner leur terre avant l’invasion coloniale européenne. Il a été repris dans une perspective décoloniale pour nommer le continent.

⁴ Historiquement, les féministes du continent revendiquent l’autonomie par rapport aux partis politiques de gauche, dont beaucoup sont d’ailleurs issues, mais dont certaines remettent en cause la mainmise depuis les années 70 (Fischer, 2005). À partir de la 4^e rencontre féministe continentale de 1993 (on verra également plus bas dans l’article), un ensemble de féministes qui critiquent l’intromission de l’ONU et des financements de la coopération internationale à l’occasion de la conférence de Pékin, commencent à se regrouper sous l’appellation d’« autonomes », s’opposant à celles qu’elles baptisent « institutionnelles » (Falquet, 1994 et 1997).

désireuses d'articuler clairement au féminisme des positions anticapitalistes et surtout antiracistes. Puis, qu'au cours des dix dernières années, une partie des lesbiennes féministes se sont emparées des analyses décoloniales, soulignant qu'elles étaient en grande partie issues des luttes populaires, antiracistes, féministes et lesbiennes du continent. On verra également qu'elles ancrent le courant décolonial dans des réflexions et des luttes clairement anti-néolibérales et féministes – au moment même où le terme décolonial tend à être approprié par l'académie blanche, masculine et occidentale, ou par des acteurs misogynes et peu préoccupés par le capitalisme.

Retracer l'histoire des mouvements sociaux est un exercice complexe et éminemment politique – surtout quand il s'agit d'un des groupes les plus invisibilisés (ou volontairement discret), comme peuvent l'être les lesbiennes, à plus forte raison dans des régions et à des périodes où la répression politique générale et la répression lesbophobe ont été particulièrement marquantes. Dans le prolongement des épistémologies du point de vue, il faut souligner que je suis française et blanche et non pas *latina*, ce qui me place dans une position spécifique de privilège et de pouvoir géopolitiques, mais aussi d'extériorité. Simultanément, étant lesbienne-féministe et activiste, je suis partie prenante de ce mouvement des deux côtés de l'Atlantique. Plus précisément, j'ai vécu plusieurs années au Mexique (en 1989-1990 dans le Chiapas puis en 2001-2002 à Mexico) et au Salvador (en 1992-1994), et séjourné à de nombreuses reprises dans de nombreux pays d'Abya Yala. J'ai milité dans plusieurs groupes féministes et lesbiens, que j'ai contribué à fonder pour certains⁵, j'ai participé à plusieurs Rencontres féministes et Rencontres lesbiennes-féministes latino-américaines et des Caraïbes (RFLAC et RLFLAC respectivement)⁶ et je connais de longue date nombre des protagonistes de ces mouvements, avec qui j'ai construit des relations politiques durables. Cependant, depuis plus de quinze ans, devenue enseignante-chercheuse à l'université, je vis et milite surtout en France. Si la distance m'empêche de connaître les luttes au jour le jour, elle me donne un recul qui possède ses vertus. Et puis je n'ai pas cessé d'écrire et de traduire – dans les deux sens –, sur et en lien avec le mouvement, et d'y participer autant que possible des deux côtés de l'Atlantique. Le présent travail constitue donc, pour reprendre les termes de Danièle Juteau⁷, une contribution partielle et partielle à la mémoire et à l'analyse d'une histoire collective et d'une lutte politique à laquelle j'ai moi-même contribué – et une manière de continuer à y prendre part.

Sur le plan éthico-méthodologique, méfiante à l'égard de l'objectivation des mouvements sociaux possédant un potentiel de transformation sociale radicale par cet appareil idéologique d'État que constitue l'académie, tout comme du regard colonial-impérialiste du Nord sur le reste du monde, je me suis toujours refusée à mener des enquêtes dites distancées sur ces mouvements. En tant que militante du Nord en revanche, au fur et à mesure de ma participation dans ces mouvements et en gardant à l'esprit les effets complexes de ma propre position en leur sein, je me suis toujours efforcée de rendre compte, dans diverses traductions et publications, de leurs débats et de leurs apports théoriques. Cette démarche comporte bien évidemment des biais et ne prétend nullement rendre compte de la totalité de l'histoire ni des débats : je m'efforce plutôt de signaler les avancées théoriques et politiques qui me semblent

⁵ En particulier la COMAL-Citlalmina (*Colectivo organizador de mujeres autónomas en lucha*), groupe féministe composé très majoritairement de lesbiennes, en 1990 au Chiapas, la Collective lesbienne féministe salvadorienne de la Media Luna au Salvador en 1992 (semi-clandestine), puis le collectif éditorial *Brecha lesbica* à Mexico en 2001.

⁶ J'ai tenté sans succès de participer à la 3^e rencontre (fermée aux non-latines), et participé effectivement aux 5^e, 8^e, 9 et 10^e Rencontre Lesbienne Féministe Latino-Américaine et des Caraïbes (RLFLAC), ainsi qu'aux 6^e, 8^e et 9^e Rencontre Féministe Latino-Américaine et des Caraïbes (RFLAC).

⁷ Danièle Juteau-Lee, « Visions partielles, visions partiales : visions (des) minoritaires en sociologie ». *Sociologie et sociétés*, vol. 13, n° 2, 1981.

les plus importantes. C'est ce que je ferai ici en m'appuyant sur mes observations, souvent impliquées, ainsi que sur un ensemble de publications académiques et/ou militantes – de fait, produites essentiellement par des militantes lesbiennes-féministes, autant que possible, de la région et actrices directes de ces mouvements. Cela me semble épistémologiquement adéquat, car comme le souligne Mathieu⁸, même si les points de vue d'observateur-e-s extérieur-e-s et/ou issu-e-s des groupes dominants ont leur intérêt, et si ceux des dominé-e-s et *insiders* peuvent avoir leurs limites, les lesbiennes féministes sont de loin les plus aptes à décoder et à donner à voir (ou à choisir de débattre entre elles seulement) la complexité des enjeux de leur mouvement. Parmi ces sources, citons les *Memorias*⁹ et les archives vidéo officiel-le-s des rencontres, ainsi que divers articles-bilans produits par différentes protagonistes. Remarquons que si pour les dernières années beaucoup d'informations sont accessibles en ligne¹⁰, il est remarquablement difficile de trouver des sources *online* sur le mouvement lesbien continental des années 1990 (dont j'ai heureusement une expérience directe) et a fortiori des années antérieures (il faut alors compter sur la mémoire des militantes plus âgées et là où elles existent, sur les Archives lesbiennes). Le présent travail constitue une contribution à la construction de ces archives, en proposant volontairement, non pas une analyse objective et complète d'un mouvement parfaitement délimité, mais un récit historique et mémoriel éminemment subjectif, personnel, politique et fragmentaire — comme le propose notamment Bacchetta¹¹ —, même si je m'appuie sur d'autres fragments de mémoires d'autres militantes.

1 Contexte

1.1 Quelles « lesbiennes » ?

Dans la partie dite « latine et caribéenne » de ce continent extrêmement divers – marqué par le génocide des populations autochtones¹², la traite transatlantique et l'esclavage, ainsi que par les résistances les plus vives à la colonisation puis à l'impérialisme et à la recolonisation –, les femmes homosexuelles sont elles-mêmes des plus diverses. On les appelle souvent, de façon dépréciative, (*mari*)*machas*, *tortilleras* ou *tortas*¹³. Certaines se conçoivent comme des femmes gays tandis que d'autres s'appellent à demi-mots membres du « syndicat », celles « qui pigent » (*las entendidas*) ou qui sont « passées de l'autre côté ». Quelques-unes utilisent le concept autochtone réinterprété de « double esprit »¹⁴, d'autres

⁸ Nicole-Claude Mathieu, « Critiques épistémologiques de la problématique des sexes dans le discours ethno-anthropologique », Rapport pour l'UNESCO, 1985, nouvelle publication in : Mathieu 1991, *L'Anatomie politique. Catégorisations et idéologies du sexe*. Paris, Côté-femmes Editions, p. 75-127.

⁹ Les *Mémoires* sont des comptes rendus des rencontres, qui font traditionnellement l'objet d'une publication sous forme de livre illustré de nombreuses photos, et plus récemment, de mise en ligne.

¹⁰ Voir le riche historique du mouvement produit à l'occasion de la X^e RLFALC : X Encuentro Lésbico Feminista de Abya Yala, *Memorias* : <http://glefas.org/download/biblioteca/lesbianismo-feminista/memoria-x-elfay-colombia-2014-v.pdf> (consultée le 26-12-2018). UNIFORMISER : Parfois parenthèses, parfois crochets

¹¹ Paola Bacchetta, « Quand des mouvements lesbiens à Delhi questionnent les “Théories féministes transnationales” », *Les Cahiers du CEDREF*, n°14, 2006, p. 173-204.

¹² Également dites indiennes, indigènes, amérindiennes, premières nations ou peuples originaires notamment : les dénominations, toutes politiques, varient selon les pays et les langues. J'utiliserai ici le terme Indien-ne, qui traduit le mot « *Indígena* », souvent repris par les mouvements politiques, notamment les zapatistes. Concernant les femmes indiennes, on pourra voir Francesca Gargallo, *Feminismos desde Abya Yala. Ideas y proposiciones de las mujeres de 607 pueblos en nuestra América*, Ciudad de México, Editorial Corte y Confección, 2012.

¹³ Ces termes sont difficiles à traduire : « garçon-manqué », faiseuses de tortillas (en référence au geste d'aplanir la masse de maïs entre les mains).

¹⁴ Suite notamment aux travaux de la poétesse Paula Gunn Allen (1986), une vaste littérature s'est développée aux États-Unis sur les « doubles esprits » (personnes considérées dans certaines cultures indiennes comme à la fois femme et homme, dont le genre peut différer du sexe, et qui sont généralement respectées pour les pouvoirs

s'affirment lesbiennes, certaines se pensent anormales, pécheresses ou malades, d'autres encore, surtout parmi les plus jeunes et celles qui ont accès à certains discours universitaires, se présentent comme queer, trans, non-binaires ou encore porno-terroristes. La possibilité de se penser, la volonté de se dire, comment et à qui, dépendent de très nombreux facteurs – dont le degré de développement de différents mouvements qui leur seraient favorables, mais aussi des institutions répressives, locales, nationales ou internationales, politiques ou religieuses notamment¹⁵. Je me concentrerai ici sur les femmes et les groupes qui, à un moment donné, se sont revendiqués du lesbianisme et du féminisme et ont participé notamment à des rencontres du même nom – sans que cela exclut nécessairement d'autres manières de se définir simultanément¹⁶.

1.2 Les lesbiennes, entre les luttes mixtes et le mouvement féministe

La première recherche globale sur le mouvement lesbien du continent, réalisée par l'historienne péruvienne-mexicaine Norma Mogrovejo, fondatrice en 1995 des archives lesbiennes de Mexico, a montré que, comme ailleurs, le mouvement lesbien est apparu à l'intersection du mouvement homosexuel mixte et du mouvement féministe¹⁷ – même si une partie des lesbiennes proviennent également d'autres expériences politiques : mouvements paysans, syndicaux, noirs ou indiens, ou encore organisations révolutionnaires et guérillères, comme en Amérique centrale. Dès 1971, on trouve des lesbiennes dans les deux *Front de libération homosexuel* qui apparaissent simultanément au Mexique (alors formellement en démocratie) et en Argentine (alors en pleine dictature). Cependant, les lesbiennes ne tardent pas à critiquer le « machisme » de leurs camarades et surtout les objectifs généraux des groupes homosexuels. Beaucoup rejoignent donc rapidement le mouvement féministe naissant – où elles se montrent particulièrement actives, bien que souvent discrètes pour ne pas « discréditer » le mouvement. Les années 1970 voient se multiplier les groupes – essentiellement urbains, étudiantins et de classes moyennes blanches-métisses. Les années 1980 sont celles d'une véritable explosion du féminisme : une première rencontre continentale rassemble environ 200 femmes en 1981 en Colombie – elle sera suivie de 13 autres sans interruption jusqu'à aujourd'hui¹⁸. Le mouvement se « massifie » sous l'effet de la stratégie

spirituels-chamaniques qui leur sont attribués), avant d'essaimer dans le continent – où son usage semble cependant encore marginal et superficiel. Dans la plupart des cultures indiennes contemporaines, si des relations amoureuses et/ou sexuelles entre femmes existent bel et bien, notamment avant le mariage, elles restent généralement très discrètes.

¹⁵ Malgré l'ouverture relative de la théologie de la libération, aujourd'hui en déclin, le catholicisme est peu favorable au lesbianisme. En forte hausse pour sa part, le néo-protestantisme, surtout évangélique s'oppose farouchement aux lesbiennes, aux gays et au féminisme. Il combat avec virulence les spiritualités afro-descendantes, plutôt ouvertes aux femmes, aux gays et même aux lesbiennes — de nombreuses féministes et lesbiennes Afros sont affiliées à ces spiritualités.

¹⁶ Je laisserai donc de côté les nombreuses lesbiennes qui ne se revendiquent pas du tout comme féministes, soit par non-connaissance ou éloignement du mouvement, soit parce qu'elles s'organisent essentiellement en milieu mixte et/ou en se revendiquant avant tout queer, trans, *gender fuckers* ou autre.

¹⁷ Norma Mogrovejo, *Un amor que se atrevió a decir su nombre*, México, Plaza y Valdés, 2000. L'ouvrage, basé sur 78 entretiens effectués avec des lesbiennes de tout le continent et une participation assidue au mouvement au Mexique, ainsi qu'aux rencontres continentales, a été publié en 2000 en espagnol, au Mexique. J'en ai réalisé un compte-rendu très détaillé en français que je mentionne pour les non-hispanophones — publié bien évidemment après le livre de Mogrovejo, mais référencé néanmoins en 1999 par la revue où il est paru : Jules Falquet, « Mogrovejo, Norma. Un amor que se atrevió a decir su nombre », compte-rendu de lecture, *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 20, n°3, 1999a. On verra également Beatriz Gimeno, «La marginación de las lesbianas en los grupos gays y en el movimiento feminista», 2004, <http://www.galf.org/cendoc.php> (consulté le 28 mars 2018).

¹⁸ Pour une histoire des rencontres en français : Jules Falquet, « Panorama du mouvement après la Sixième rencontre féministe latino-américaine et des Caraïbes, novembre 1993 ». *Cahiers du GEDISS*, n° 9-10, 1994,

de développement du « féminisme des secteurs populaires » qui vise à attirer vers le féminisme, le « mouvement des femmes » (notamment des quartiers populaires ou des mouvements paysans). Simultanément, il s’institutionnalise, avec l’appui de la coopération internationale qui impulse la création de nombreux réseaux continentaux autour de grands thèmes (violence, droits sexuels et reproductifs, etc.) et concentre ses financements sur certains groupes qui deviennent de plus en plus visibles. Les années 1990, marquées par l’effondrement du monde soviétique, voient l’ONGisation massive du féminisme sous l’impulsion des agences de coopération et des institutions internationales, autour de la série des grandes Conférences internationales organisées par l’ONU, dont Pékin (1995) constitue le point d’orgue. En réaction à cette tendance, apparaît dès 1993 lors de la 6^e rencontre féministe continentale, le courant féministe « autonome ». Il sera le premier, au plan international, à analyser comment, dans le cadre de la recomposition des rapports Nord-Sud néocoloniaux, l’ONU et les agences financières bi et multilatérales fomentent l’institutionnalisation du féminisme, sa dépolitisation-transformation en simple « perspective de genre » et son instrumentalisation pour légitimer « un petit capitalisme à visage féminin » fait de microcrédits pour les femmes afin de les intégrer au « courant principal [*mainstream*] du développement »¹⁹.

1.3 Logique des rencontres continentales

Comme pour le mouvement féministe²⁰, l’histoire du mouvement lesbien-féministe d’Abya Yala peut être retracée à travers l’analyse de ses rencontres continentales. Il s’agit en effet dans les deux cas de rencontres auto-organisées, indépendantes de tout autre mouvement et non-décisionnelles. Leur organisation régulière depuis trente-cinq ans (Rencontres féministes, RFLAC) et trente ans (Rencontres lesbiennes-féministes, RLFLAC) malgré les difficultés, surtout pour le mouvement lesbien, montre assez clairement la détermination et la capacité de structuration et de convocation internationale des militantes. Les rencontres rythment la croissance de ces mouvements, marquent leur ancrage territorial et orientent leurs débats, permettant les retrouvailles des « anciennes » ou la découverte d’un « concentré » du mouvement pour les « nouvelles ». Le tableau ci-dessous permet d’en apprécier la succession.

Tableau n° 1. Chronologie des rencontres continentales (féministes, lesbiennes féministes et féministes autonomes)

Date	Rencontres féministes (RFLAC)	Rencontres lesbiennes-féministes (RLFLAC)
1981	1 ^e , Bogotá, Colombie	
1982		
1983	2 ^e , Lima, Pérou	
1984		

p. 133-146 ; « De l’institutionnalisation du féminisme latino-américain et des Caraïbes ». *Cahiers du GEDISST*, n°20, 1998, p. 131-147 ; « Un mouvement désorienté : la 8^{ème} rencontre féministe latino-américaine et des Caraïbes », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 20, n°3-1999 ; « Le mouvement féministe en Amérique latine et aux Caraïbes. Défis et espoirs face à la mondialisation néolibérale », *Actuel Marx*, n° 42, 2007, pp 36-47 ; « ‘Féministes autonomes’ latino-américaines et caribéennes : vingt ans de critiques de la coopération au développement », *Recherches Féministes*, vol. 24, n°2-2011, 2011, p. 39-58 ; et « Les racines féministes et lesbiennes autonomes de la proposition décoloniale d’Abya Yala », *Contretemps* (revue en ligne), 2017.

¹⁹ Ximena Bedregal et al., *Feminismos cómplices, gestos para una cultura tendenciosamente diferente*, 1993, México-Santiago de Chile, Correa feminista. En français : Jules Falquet, 1998, *op. cit.* 2011, *op. cit.*

²⁰ Jules Falquet, « Le mouvement féministe en Amérique latine et aux Caraïbes. Défis et espoirs face à la mondialisation néolibérale », *Actuel Marx*, n° 42, 2007, p. 36-47.

1985	3 ^e , Bertioga, Brésil	
1986		
1987	4 ^{ème} , Taxco, Mexique (fin oct.)	1 ^e , Cuernavaca, Mexique (13-17 oct.)
1988		
1989		
1990	5 ^e San Bernardo, Argentine (nov.)	2 ^e , Costa Rica (avril)
1991		
1992		3 ^e , Porto Rico
1993	6 ^e , Costa del Sol, El Salvador (nov.)	
1994		
1995		4 ^e , Argentine
1996	7 ^e , Cartagena, Chile	
1997		
1998		1 ^e féministe autonome, Sorata, Bolivie
1999	8 ^e , Juan Dolio, Rep. Dom., (nov.)	5 ^e , Rio, Brésil (mars)
2000		
2001		2 ^e féministe autonome, Uruguay
2002	9 ^e , Playa Tambor, Costa Rica	
2003		
2004		6 ^e , Mexico, Mexique (nov.)
2005	10 ^e , Sierra Negra, SP, Brasil	
2006		
2007		7 ^e , Santiago, Chile
2008		
2009	11 ^e , Mexico DF, Mexico (mars)	3 ^e féministe autonome, Mexico (mars)
2010		8 ^e , Ciudad Guatemala, Guatemala
2011	12 ^e , Bogotá, Colombie	
2012	4 ^e féministe autonome, P. Alegre (avril)	9 ^e , Copacabana, Bolivie (nov.)
2013		
2014	13 ^e , Pérou (nov.)	10 ^e , Colombie (oct.)
2015		
2016		
2017	14 ^e , Uruguay	

Quoique sans pouvoir de décision, les rencontres sont traversées de nombreux enjeux et tensions. En premier lieu, se pose la question du périmètre de participation : qui peut participer, comment favoriser la venue de certains secteurs (la question se pose autour du financement des voyages) et en décourager d'autres (la question est alors politique) ? Pour les rencontres féministes, la question s'est d'abord longtemps posée à propos des militantes non-ouvertement féministes du mouvement des femmes : fallait-il les inciter à venir en espérant que les rencontres leur permettent de « tomber amoureuses du féminisme », ou leur en refuser l'accès au motif qu'elles étaient l'instrument d'une énième tentative d'entrisme des partis et des organisations mixtes²¹, leurs questions de néophytes empêchant de plus

²¹ On verra à ce sujet le texte emblématique de la féministe chilienne Julieta Kirkwood, qui expliquait dès les années 80 que les « doubles militantes » de gauche voyaient généralement le mouvement comme un espace à conquérir car « plein de femmes et vide de politique » : Julieta Kirkwood, « Feministas y políticas », *Revista Nueva sociedad*, n°78, Venezuela, 1985.

l'approfondissement des réflexions. Au tournant des années 2000, aussi bien pour les rencontres féministes que lesbiennes, la question devient celle de la participation des trans. On y reviendra. En deuxième lieu, la question du financement est fortement structurante, conditionnant le lieu et donc la dimension de la rencontre. En effet, il existe peu d'infrastructures pouvant accueillir mille ou deux mille femmes, ce qui conduit généralement à se tourner vers de grands hôtels. Ces lieux sont chers, mais plus la rencontre se veut inclusive, notamment envers les femmes de classe populaire et/ou racisées, plus elle doit être grande – ce qui la rend alors dépendante de financements internationaux. Pour les rencontres lesbiennes, les contraintes sont autres : elles réunissent rarement plus de deux cent participantes, mais le lieu doit accepter d'accueillir ... des lesbiennes. Le financement conditionne également la possibilité d'appuyer la venue de tel ou tel type de participantes – les billets d'avion intracontinentaux étant particulièrement chers. Mais la plupart des agences financières posent des conditions, parfois en termes de contenus, parfois de participation. Comment éviter la censure de certains thèmes, l'imposition d'autres, et la présence de personnes ou de groupes ne correspondant pas aux critères définis par les organisatrices ? Le dernier et principal enjeu concerne les sujets qui seront abordés, les stratégies et les alliances qui en découlent – notamment face aux partis politiques, aux États et aux institutions internationales. Cependant, les groupes de préparation étant généralement ouverts, tout comme la « méthodologie » des rencontres (la décision de travailler en plénières, en ateliers, etc, et les contenus réels eux-mêmes de chaque discussion, reposent en bonne partie sur l'auto-organisation), il est généralement possible de proposer d'avance ou d'organiser sur place n'importe quel débat.

2 1981- 1993 : préhistoire exaltante, débuts tendus et contexte répressif

2.1 Montée en puissance au sein des RFLAC et influences du Nord

Les lesbiennes fréquentent d'abord les rencontres féministes continentales. En 1981, en Colombie, lors de la toute première rencontre, la question lesbienne ne constitue encore que le sous-thème d'un atelier sur la sexualité et la vie quotidienne – où elle est discutée en même temps que le viol mais suscite un grand intérêt. Dès la 2^e rencontre, au Pérou, en 1983, presque 400 femmes soit plus de la moitié des présentes, curieuses incluses, se pressent à l'atelier lesbien officiellement inscrit au programme par deux pionnières du mouvement²² : la mexicaine Claudia Hinojosa²³ et la portoricaine Juanita Ramos²⁴. Celui-ci débouche sur la formation de plusieurs groupes : *Grupo de Auto-conciencia Lesbica Feminista* (GALF, Pérou), *Colectiva Ayuquelén* (Chili, dont Cecilia Riquelme sera l'une des fondatrices), *Cuarto Creciente*²⁵ (Mexique) et *Mitilene* (République Dominicaine). Lors de la 3^e rencontre, au Brésil en 1985, ce sont des groupes et non plus de *individues* (GALF Pérou et GALF Brésil) qui organisent les ateliers, sur le thème de « comment nous organiser comme lesbiennes »²⁶.

²² Cecilia Riquelme, « Identidad lesbica. Una mirada histórica », 1999. http://www.rimaweb.com.ar/safopiensa/reflex_les/identidad_criquelme.html (consulté le 22 mars 2018).

²³ On verra notamment Claudia Hinojosa, « Historia sobre la presencia pública de las feministas lesbianas », 2003. http://creatividadfeminista.org/articulos/lesb_2003_clhinojosa.htm, consulté le 24 mars 2018, et Claudia Hinojosa et Alejandra Sardá, « Consecuencias económicas y sociales de la discriminación contra las lesbianas en América Latina. El precio de ser diferente », 2003, <http://www.galf.org/cendoc.php> (consulté le 24 mars 2018).

²⁴ Autrice d'un travail pionnier sur les lesbiennes *latinas* aux États-Unis : Ramos, 1987.

²⁵ Qui ne sera pas exclusivement lesbien.

²⁶ Norma Mogrovejo, *op. cit.*

Cette même année 1985, dans un tout autre type d'événement – la réunion des ONGs parallèle à la Conférence mondiale de la femme de l'ONU, à Nairobi –, l'organisation lesbienne internationale ILIS²⁷ monte une « tente des lesbiennes du Tiers-Monde ». Dans le prolongement de cette première initiative, ILIS convie à sa 8^e conférence à Genève en 1986, neuf lesbiennes latino-américaines – c'est la première fois qu'ILIS invite des lesbiennes du « Tiers Monde »²⁸. À cette occasion, a lieu une réunion privée autour de Silvia Borren, militante du groupe gay et lesbien d'Amsterdam (le COC) et co-fondatrice d'ILIS²⁹, qui a réussi à obtenir un financement pour former un réseau de lesbiennes latino-américaines³⁰. Étant donnée la difficulté d'obtenir des financements spécifiques pour les organisations lesbiennes, les présentes décident, après une discussion tendue, de limiter la participation aux groupes exclusivement lesbiens – excluant donc les *individues*, les groupes homosexuels mixtes et les groupes féministes. L'assemblée d'ILIS approuve officiellement le projet et les présentes décident pour lancer le réseau, d'organiser une Première rencontre continentale.

2.2 De l'international au local : la première rencontre lesbienne continentale

Les instigatrices du réseau savaient que la 4^e RFLAC était prévue l'année suivante (1987) au Mexique : elles décident d'organiser leur propre rencontre lesbienne juste avant. Mais à part MULAS (présent à la réunion de Genève), il n'existe alors au Mexique que deux groupes : *Cuarto creciente* (féministe plus que spécifiquement lesbien) et le Séminaire marxiste-léniniste (organisé par Yan María Yaoyótl Castro, fondatrice d'une demi-douzaine de groupes lesbiens successifs dont le légendaire Oikabeth³¹). Dès le début, de nombreuses divergences apparaissent : la rencontre s'adresse-t-elle à toutes les lesbiennes ou seulement aux lesbiennes féministes ? Doit-elle faire une large place aux femmes syndicalistes et des classes populaires, quitte à être plus discrète sur le lesbianisme ? En juin 1986, le groupe *Patlatonalli*, qui vient de se former à Guadalajara (deuxième ville du pays, dans l'état de Jalisco), organise une première rencontre lesbienne nationale. Une soixantaine de lesbiennes y participent, dont la moitié viennent de Mexico, la capitale. Les conflits s'enveniment à tel point que seules six lesbiennes demeurent dans le Comité d'organisation de la rencontre continentale – qui jusqu'au dernier moment menace d'être annulée...

En novembre, quand elle commence à Cuernavaca (près de la capitale), avec la participation de plus de deux cent lesbiennes du continent, la tension est extrême. Juste après l'inauguration, Silvia Borren coordonne un atelier de « méthodologie de travail avec les lesbiennes » : très mal interprété, le fait est pris comme une « ligne » venue de Hollande. De

²⁷ *International lesbian information service*, association lesbienne basée à Amsterdam, formée au sein de l'association mixte ILGA (International Lesbian and Gay Association). Elle sera cependant loin d'avoir les moyens et l'impact d'ILGA.

²⁸ Ainsi que de « l'Est ».

²⁹ On la retrouve une décennie plus tard, directrice de projet chez Novib, branche hollandaise d'Oxfam, (1994-1999), puis directrice générale d'Oxfam-Novib (1999-2008) et depuis 2011 directrice générale de [Greenpeace](#) Pays-Bas.

³⁰ Selon Riquelme citant Olson, Eugenia et Riquelme, Cecilia (coord.), 1988, *Boletina N°1 de la Red de Lesbianas Feministas Latinoamericanas y Caribeñas*, les groupes présents sont : Ayuquelén (Chili), GALF (Brésil), GALF (Pérou), *Les Entendidas* (Costa Rica), *Mitilene* (République Dominicaine) et *Las Mulas* (*Mujeres urgidas de un lesbianismo auténtico*-Femmes assoiffées d'un lesbianisme authentique, Mexique) : CEME-Archivo Chile : http://www.archivochile.com/Mov_sociales/mov_mujeres/doc_muj_otros/MSdocmujotros0015.pdf (consulté le 26-12-2018)

³¹ Sur Yaoyótl Castro voir : https://es.wikipedia.org/wiki/Yan_Mar%C3%ADa_Yaoy%C3%B3tl_Castro (consulté le 26 déc. 2018)

plus, certaines pensent que le principal objectif de la rencontre est de former le Réseau lesbien, tandis que d'autres affirment que celui-ci est déjà formé depuis Genève. À nouveau, les critères de participation sont vivement débattus. Les *chicanas* et *latinas* vivant aux États-Unis veulent être incluses, malgré les virulentes critiques des « anti-impérialistes » qui se méfient des « Nord-américaines » et des financements « du Nord ». Rien n'a lieu comme prévu et la rencontre se transforme en bagarre générale. Des accords sont pourtant trouvés au *finish* : le Réseau sera ouvert à toutes les lesbiennes *latinas*, même vivant hors de la région, ainsi qu'aux indépendantes et aux lesbiennes membres de groupe mixtes³².

Cet orage inaugural reste cependant « en famille » : à la 4^e rencontre féministe continentale de Taxco, les lesbiennes arrivent en force et participent très activement. Tenant plusieurs ateliers, elles réussissent enfin à ouvrir le débat sur l'articulation entre féminisme et lesbianisme, confrontant comme elles ne l'avaient jamais fait et ne le feront plus, ce qu'elles commencent à appeler l'hétéro-féminisme. Beaucoup gardent ainsi un souvenir ému de la période. Si le bilan international est positif, le mouvement lesbien mexicain lui-même se relève avec peine des divisions résultant de cette histoire. Certaines réussissent cependant à former une Coordination nationale de lesbiennes (CNL), qui marque ses distances avec le mouvement féministe tout en réussissant à lui faire enfin adopter la revendication de la « libre option sexuelle ». Peu après, le Mexique est choisi par ILGA pour y tenir son XIII^e congrès en 1991, qui doit être la première grande rencontre lesbienne et gay à se tenir en Amérique latine. Mais des frictions apparaissent entre les groupes gays et lesbiens de Guadalajara (Jalisco) qui l'organisent. La CNL est appelée en renfort, mais certaines déjà échaudées par la rencontre lesbienne-féministe, n'apprécient guère l'ILGA, qu'elles considèrent (à juste titre) comme une organisation du « Premier monde », de surcroît très largement dominée par les hommes. Surtout, l'Église et les autorités du Jalisco, état particulièrement conservateur, organisent une violente campagne contre la rencontre – qui doit être transférée *in extremis* dans la ville touristique d'Acapulco³³.

2.3 Le climat répressif du début des années 90

Le début des années 1990 est marqué par un climat répressif, qu'il s'agisse de la situation générale des différents pays ou plus spécifiquement de lesbophobie. Ainsi, le Pérou avait été choisi comme siège de la deuxième rencontre continentale, mais une vague de violence politique l'oblige à renoncer : le Costa Rica accepte de relever le défi pour 1990. Mais l'homosexualité est loin d'être acceptée dans ce petit pays, pourtant le plus stable et le plus prospère d'Amérique centrale³⁴. Certes, on y trouve la plus ancienne discothèque lesbienne et gay du continent, *La Avispa*, et deux groupes lesbiens, les *Entendidas*³⁵ et les *Humanas*³⁶. Mais les attaques de la police sont fréquentes : en 1987, 253 homosexuel-le-s sont arrêté-e-s dans un seul bar³⁷. Les organisatrices des *Entendidas* ont bien du mal à trouver un lieu acceptant d'accueillir la rencontre. Puis, suite à une indiscretion dans la presse, le gouvernement et l'Église déclenchent une violente campagne contre la rencontre, allant

³² Norma Mogrovejo, *op. cit.*

³³ L'année suivante, ILGA élit sa première secrétaire générale non-blanche, la péruvienne Rebeca Sevilla (1992-1995, du MHOL (Mouvement homosexuel et lesbien).

³⁴ Alda Facio, « Ser lesbiana a finales del siglo pasado », in Ursula Rehaag Kopanke, et D. G. Suárez (éd.), (CIPAC/DDHH), *Justicia para todas. Discriminación contra las lesbianas en Costa Rica*, IGLHRC, 2003.

³⁵ Celles qui comprennent, fondé en 1987, suite à la conférence d'ILIS.

³⁶ Né des *Entendidas* et se consacrant essentiellement à des activités culturelles et récréatives.

³⁷ Chinchilla U., Dario, « Homosexuales de la vieja guardia », *La Nación*, 13-07-2014, <http://www.nacion.com/revista-dominical/homosexuales-de-la-viejaguardia/73CFSAO4URCPJKB35SU76GMZTM/story/> (consulté le 20 mars 2018).

jusqu'à prétendre interdire l'entrée du pays à toute femme non-accompagnée d'un homme autour des dates présumées de l'ELFLAC.³⁸ Prudemment, les organisatrices avaient annoncé des dates erronées et deux femmes seulement savaient où se déroulerait réellement l'évènement. Malgré le climat de peur et de menace, une centaine de lesbiennes se réunissent comme de véritables conspiratrices durant quatre jours. Las, le dernier soir des hommes ivres attaquent le mur d'enceinte de la maison où a lieu la rencontre. Après coup, l'agression se révélera une coïncidence. Mais par prudence, les participantes décident d'évacuer les lieux, en pleine nuit. Les *Memorias* reflètent le climat répressif dans lequel s'est déroulée la rencontre : publication de lettres et déclarations de protestation. Elles montrent aussi la volonté de continuer avec la mise en fonctionnement du fameux Réseau continental. Porto Rico est choisi comme prochain siège et des accords dessinent les règles pour la suite : réaffirmation de l'égalité des droits de toutes les *Latinas* où qu'elles vivent et volonté que les décisions soient prises de manière consensuelle. Cependant, une fois la « mission accomplie », les *Entendidas* se dissolvent sous le poids des tensions accumulées.

Le choix de Porto Rico comme siège de la rencontre suivante, malgré sa cherté et la nécessité d'obtenir un visa états-unien pour y entrer, s'appuie non seulement sur l'existence d'un mouvement relativement important mais aussi sur l'espoir d'éviter la répression. Une lesbienne en uniforme policier (et policière dans le civil) garde cependant symboliquement la barrière de l'hôtel champêtre où se retrouvent à l'été 1992 environ deux cents lesbiennes. Les Caribéennes et les *Latinas* en provenance des États-Unis sont nombreuses, les Sud-américaines en revanche sont presque absentes. La participation des non-*Latinas* est à nouveau longuement débattue (et refusée), tout comme celle des fils adolescents de certaines lesbiennes. La rencontre est l'occasion de constater que les *Latinas* états-uniennes, qui forment presque la moitié des participantes (beaucoup appartiennent au groupe Latino/Latina lesbian and gay organization LLEGO), parlent parfois peu espagnol et vivent des réalités assez différentes des lesbiennes du continent. Les discussions portent principalement sur la lesbophobie, l'identité et la visibilisation. Le Brésil est proposé, en l'absence de toute délégation brésilienne, comme siège pour la rencontre suivante – la décision définitive étant suspendue jusqu'à la rencontre féministe au Salvador, qui aura lieu en novembre 1993.

Hélas, l'année suivante au Salvador, la répression est à nouveau au rendez-vous. Elle mêle cette fois lesbophobie, homophobie et attaques contre l'ancienne guérilla du Front Farbundo Martí de Libération Nationale (FMLN) et ses soutiens états-uniens. Au cours d'une impressionnante campagne de spots radiophoniques et télévisuels, la VI^e rencontre féministe continentale est en effet accusée par la droite proche des escadrons de la mort de vouloir accueillir ... des gays et des lesbiennes, en lien avec l'ancienne guérilla, grâce des financements « occultes » de la solidarité internationale. Des appels anonymes menacent de mort « les lesbiennes qui oseraient fouler du pied le territoire salvadorien » pour venir à la rencontre. Celle-ci se déroule finalement sous la « protection » de l'ONU – déjà présente dans le pays pour surveiller l'application des Accords de paix. La Collective lesbienne-féministe de la *Media Luna*, formée clandestinement l'année précédente, annule les activités de visibilisation qu'elle avait prévues durant la rencontre. Les ateliers lesbiens organisés par d'autres groupes se font discrets, concentrés sur le droit à la « libre option sexuelle ». Quant à un « lesbianisme spécifique » des *Latinas* – fièrement revendiqué par certaines face aux lesbiennes du Nord lors de la conférence d'ILGA à Acapulco en 91 – il semble surtout se manifester dans le cruel vécu de la lesbophobie, de la précarité et des menaces permanentes. En d'autres termes, il paraît pour l'heure se réduire à la lutte pour le droit à l'existence.

³⁸ *Memoria de un Encuentro Inolvidable: Segundo Encuentro Lesbico-Feminista de America Latina y el Caribe*. San José, Costa Rica : Imprenta Carcemo, 1991.

3 Les années du néolibéralisme triomphant (1995- 2007)

3.1 L’empreinte de Pékin

Selon Mogrovejo, le transfert du siège de la 4^e rencontre du Brésil vers l’Argentine reflète les enjeux de pouvoir et le manque croissant de démocratie au sein du mouvement, dans ces années pré-Pékin où le mouvement féministe lui-même fait l’objet d’une tentative d’OPA par l’ONU. Premier acte : au Salvador, en 1993, des Brésiliennes acceptent la responsabilité de la IV^eme rencontre et un Comité d’appui international aux organisatrices se forme. Cependant, de retour au Brésil, un conflit entre groupes compromet les choses. Un autre groupe, le Front de lesbiennes, accepte alors de relever le gant. Deuxième acte : en mai 1994, certaines lesbiennes se rendent au Pérou à une rencontre organisée par ILGA et le MHOL, dans le cadre d’une « Conférence satellite » préparant la Conférence de Pékin patronnée par l’ONU (pour Mogrovejo, cette réunion n’est donc pas convoquée de manière autonome mais par des institutions). Elles réalisent alors une réunion du Comité d’appui et décident de changer le siège de la rencontre pour l’Argentine. Troisième acte : en septembre 1994, d’autres lesbiennes se rencontrent à Mar del Plata, en Argentine, toujours dans le cadre des préparatifs de Pékin, cette fois-ci à la réunion des « autonomes » et des ONGs critiques du processus (réunion connue comme « parallèle de la parallèle », et qui pour Mogrovejo représente un espace propre du mouvement). Elles débattent alors du mouvement lesbien, de ses problèmes de représentativité et de sa direction. Les Brésiliennes présentes s’opposent au transfert du siège de la IV^eme rencontre en Argentine. Mais finalement, recevant peu d’appui et aucun financement, elles abandonnent l’organisation de la rencontre aux Argentines.

La 4^e rencontre a donc lieu en Argentine, réunissant 120 lesbiennes, ce qui est relativement peu, et surtout seulement 11 étrangères à l’Argentine. Et si la rencontre de Pékin, imminente, ne fait l’objet d’aucun atelier, elle occupe toutes les discussions de couloir. De fait, d’après Mogrovejo, la plupart des lesbiennes présentes lors de la « Conférence satellite » qui avaient proposé l’Argentine comme siège, sont absentes : elles se trouvent en effet alors à la pré-conférence de Pékin à New York, qui se déroule en même temps, préférant faire de la politique dans les espaces institutionnels plutôt que dans le mouvement lesbien. En tout cas, la stratégie de récupération du mouvement féministe et lesbien par l’ONU à travers sa conférence de Pékin et tous ses préparatifs est redoutable : plus encore que d’introduire de nouveaux thèmes ou de réorienter les débats, elle prive carrément les mouvements de leurs militantes, en les mobilisant sur d’autres priorités... Parmi les rares décisions qui sont prises, on note la volonté de se rapprocher à nouveau du mouvement féministe et donc de coupler la prochaine rencontre lesbienne avec la rencontre féministe, qui doit avoir lieu au Chili en 1996.

Après Pékin, le mouvement féministe reprend doucement. Une fois passée l’émotion de la fête ONUisienne et épuisés les crédits et les promesses, la 7^e EFLAC qui se tient à Cartagena au Chili, voit le triomphe moral des « autonomes » qui avaient critiqué ce miroir aux alouettes. Dans la foulée, elles convoquent une première rencontre féministe *autonome* continentale en 1998 à Sorata, en Bolivie. Organisée par les *Mujeres Creando*, celle-ci sera un échec cuisant, la moitié des participantes quittant la rencontre sous les quolibets des restantes³⁹. Une deuxième rencontre suivra malgré tout en 2001 en Uruguay, mais le cœur n’y

³⁹ Il semble que se soit joué une opposition entre les *Mujeres Creando* (organisatrices, boliviennes, d’une trentaine d’années, antiracistes et de sensibilité anarchiste, connues pour leur tendance confrontative) et un

est pas et les rencontres autonomes ne reprennent, sporadiquement, qu'en 2009. Le mouvement lesbien lui-même peine à se réorganiser : certaines s'engagent dans les combats législatifs aux côtés des associations gay, trans, bi, queer et intersexe (GTBQI) – les institutions internationales appuyant ces actions –, les autres peinent à dépasser les scissions de l'autonomie⁴⁰. S'étant déjà chargées de la rencontre féministe, les Chiliennes avaient déclaré forfait pour l'organisation de la rencontre lesbienne, proposant la République Dominicaine, qui avait décliné à son tour et demandé aux Brésiliennes de reprendre le flambeau. Un groupe brésilien relève le défi.

3.2 L'impact Afro : la RLFLAC de Rio et la RFLAC de République Dominicaine (1999)

La 4^e RLFLAC a effectivement bien lieu, au Brésil, mais quatre ans plus tard, fin mars 1999 à Rio de Janeiro. Elle tranche avec les précédentes. Arguant de la barrière linguistique (portugais/espagnol) et reprochant à demi-mots leur ostracisme aux autres lesbiennes du continent, les Brésiliennes affirment que si elles n'ont pas vraiment tenu compte des accords des rencontres antérieures, c'est que personne ne les leur a communiqués. Elles rajoutent avec un sourire qu'en tant que Brésiliennes et qui plus est Afro-descendantes, elles ont organisé les choses à leur *jeitinho* et que c'est tant mieux. Et d'abord, la rencontre est ouverte à tout le monde : hétérosexuelles, non-*Latinas*... et même aux hommes⁴¹. Plus d'une centaine de Brésiliennes et une quarantaine d'hispanophones du reste du continent sont au rendez-vous. Bien qu'au Brésil le mouvement soit bien développé et ancien⁴², l'organisation a reposé principalement sur un couple, Betti et Neusa, et le collectif essentiellement Afro et populaire du Collectif de lesbiennes de Rio de Janeiro (COLERJ)⁴³. La rencontre commence par un ensemble de manifestations artistiques : l'art en général et la culture afro, en particulier la musique et la danse, elles-mêmes indissociables de la spiritualité – une mère de Saint [*Mãe de Santo*, dans le Candomblé] est d'ailleurs présente – sont posé-e-s comme politiquement essentiel-le-s. C'est en affirmant une forte visibilité noire que les organisatrices entendent poser la question du racisme. Malgré le peu de financements obtenus, elles ont favorisé la venue de lesbiennes afros et de classe populaire du Nordeste du Brésil et des Caraïbes, grâce à un système de bourses : il n'y a jamais eu autant de lesbiennes noires dans une rencontre continentale. Deux ateliers ont lieu sur le racisme envers les femmes afrobrésiliennes, au Brésil mais aussi en Allemagne, ainsi que de

ensemble de participantes proches du groupes informels des *Próximas* centraméricaines et du groupe des *Cómplices* (plus âgées, issues du Mexique, du Chili et d'Amérique centrale, plus proches de la gauche classique et/ou guerrillière et pour certaines du féminisme italien de la différence), autour de la question de savoir qui sont les autonomes « légitimes », si l'autonomie est une tendance spécifique ou une sensibilité ouverte, ainsi que de conflits générationnels, de classe, de race et de tradition politique. La présence de la féministe marxiste et écologiste allemande Maria Mies aurait également suscité des frictions. Cependant, en l'absence de traces écrites des différentes positions, il est difficile d'être plus précise.

⁴⁰ Jules Falquet, 2011, *op. cit.*

⁴¹ En effet, lors d'un atelier sur les familles des lesbiennes, un homme est venu manifester son appui à sa fille.

⁴² En 1999, il existe cinq groupes dans le pays : deux à São Paulo, *Um outro olhar* (un autre regard), l'un des plus anciens, qui publie une revue du même nom, et le Groupe de Lesbiennes féministes ; le COLERJ à Rio, formé en 1995, et deux groupes autonomes au sein de structures gay mixtes : Sapho à Porto Alegre et le Groupe de lesbiennes de Bahia, où le mouvement homosexuel est ancien et puissant. De 1994 à 1999, les lesbiennes brésiliennes ont réalisé quatre rencontres nationales : Miriam Martinho, "1979-2004 : 25 anos de organização lésbica no Brasil", 2004. <http://www.galf.org/cendoc.php> (consulté le 22 mars 2018).

⁴³ Jules Falquet, « Autour de la 5^e Rencontre lesbienne féministe latino-américaine et des Caraïbes (Rio de Janeiro, mars 1999). Lesbianisme noir au Brésil (Entretien avec Neusa Das Dores Pereira et Elizabeth Calvet, organisatrices) », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 21, n° 1, 1999c, p. 110-124.

nombreuses discussions sur la santé, en particulier concernant la prévention du VIH, qui touche de près les femmes afros. Parmi les ateliers très divers proposés, qui vont de la fabrication de poupées artisanales pour générer des revenus pour les lesbiennes noires de classe populaires, jusqu'au druidisme, le sujet particulièrement dérangeant et difficile de la violence de couple entre lesbiennes est abordé, pour la première fois dans une rencontre lesbienne. Mais le plus remarquable sans doute, est l'absence de polémiques ouvertes.

En novembre 1999, il y aura également peu de polémiques lors de la 8^e RFLAC en République Dominicaine – également majoritairement organisée par des féministes afros et où la question du racisme est aussi posée avec plus de netteté que d'habitude. Ce qui ressort le plus, c'est le dynamisme de ces militantes – généralement minorisées dans le mouvement continental en tant que Noires et/ou Caribéennes et/ou non hispanophones. En revanche, la principale discussion lesbienne prévue (sur la stratégie du mouvement, en particulier sa visibilité) est vite rabattue sur la question de savoir s'il est bien prudent d'apparaître au grand jour dans la manifestation qui clôt traditionnellement la rencontre – le pays n'étant guère habitué à la publicité du lesbianisme. Quelques-unes décident tout de même de faire une banderole et plusieurs *kiss-in* ont lieu pendant la manifestation. C'est la première fois dans l'histoire dominicaine que le mot « lesbienne » apparaît sur une banderole dans les rues : une partie de la presse en reste scandalisée.

3.3 Retour à Aztlán⁴⁴ après 17 ans : deuxième rencontre au Mexique

Suite à la crise dite asiatique de 1998 et aux attentats du 11 septembre 2001 qui marquent un nouveau cycle de guerre internationale, les années 2000 voient l'appauvrissement brutal du continent. Une fois passé Pékin+5 et l'euphorie du Millénaire, qui avait ravivé les espoirs des « institutionnelles » en réinjectant des financements dans le circuit, les grandes ONGs et les structures paragonnementales « pro-femmes » montrent des signes d'essoufflement. Les Chiliennes, qui s'étaient à nouveau proposé pour organiser la rencontre lesbienne suivante, ont renoncé. Le Mexique, qui s'était offert comme siège alternatif, tarde à reprendre le flambeau. Et pour cause : sur la demi-douzaine de lesbiennes venues du Mexique qui avaient appuyé cette proposition à la RLFLAC de Rio ... une seule était de nationalité mexicaine ! La grande mobilité transnationale des lesbiennes est à la fois une ressource et une faiblesse : elle les fragilise socialement, professionnellement et politiquement, quand le nationalisme peut être mis à profit pour disqualifier des adversaires⁴⁵. L'unique lesbienne « véritablement mexicaine » venue à Rio a été entre temps élue députée de l'État de Mexico. Luttant pour la reconnaissance des unions de même sexe, elle voit dans la rencontre un moyen de faire avancer cette revendication et peut-être aussi, sa carrière politique. Après des discussions qui traînent en longueur en 2001, elle tourne finalement le dos aux « étrangères » pour faire alliance avec certaines lesbiennes mexicaines « historiques » bien implantées dans la politique, les institutions internationales et le monde LGBTQI, et prend la décision d'ouvrir aux trans la rencontre qu'elle prépare depuis sa permanence dans les locaux du parti.

Pendant ce temps, des lesbiennes proches du courant autonome, lassées de la commercialisation et de l'intégrationnisme de la marche de la Fierté, organisent une manifestation spécifiquement lesbienne-féministe non commerciale et non mixte, en mars 2003⁴⁶. Elles marquent leur différence en choisissant un jour inhabituel (le jour du printemps)

⁴⁴ Dans la mythologie nahuatl, Aztlán est le lieu mythique des origines, où l'on aspire à revenir.

⁴⁵ Au Mexique, l'article 33 de la Constitution interdit aux étrangers-e-s de faire de la politique.

⁴⁶ Marcha Lésbica, « Manifieste », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 22, n°2, 2003.

et un parcours original et hautement symbolique (à partir du monument à la Révolution). Devant le succès, une nouvelle marche a lieu en 2004, même si dès cette deuxième année, la recherche éperdue de financement « avant même de savoir quels sont les besoins » tend à revenir au galop⁴⁷. Un nouveau groupe indépendant se forme à Mexico, *Lesbianas feministas en colectivo*, avec une perspective autonome.

En novembre 2004, lorsque la 6^e rencontre lesbienne continentale commence finalement à Mexico cinq ans après la rencontre précédente, le climat est tendu⁴⁸. Il semble que l'assistance soit réduite – les organisatrices communiquent des chiffres flous : entre cent et deux cents. Les après-midi sont consacrés à divers ateliers (sur les cinquante inscrits, cinq présentent des conclusions à la plénière finale). Les matinées sont réservées à trois plénières : la première et la troisième suscitent peu d'intérêt (mouvement lesbien et globalisation, citoyenneté et droits humains dans les « démocraties » du continent). Par contre, celle du deuxième jour sur « les relations et politiques d'alliances avec les mouvements féministe et LGBTT » est houleuse. Certaines des organisatrices de la rencontre y défendent la participation des trans au sein des rencontres lesbiennes elles-mêmes. Après d'âpres débats, la majorité décide finalement que les lesbiennes féministes, n'ayant pas d'autre espace que leur rencontre, ont besoin de le conserver pour travailler leurs propres problématiques — bien qu'à d'autres moments, une partie des lesbiennes participent au mouvement GBTT, même si certaines le trouvent passablement misogyne.

Ce débat particulièrement vif détourne en tout cas la rencontre d'autres questions, comme celle des alliances avec le mouvement féministe, ou de l'ouverture à « toutes » les lesbiennes elles-mêmes. En effet, la cherté des inscriptions (particulièrement sensible pour les Mexicaines, très touchées par la crise économique) suscita des controverses virulentes et des tentatives de « fraude au déjeuner » débouchant notamment – fait inédit – sur une tentative d'expulsion. Avant la rencontre, les *Lesbianas feministas en colectivo* avaient dénoncé l'exclusion par l'argent, l'ouverture aux trans sans consultation du mouvement et l'intromission de la « politique politicienne » dans les préparatifs. Tout au long de la rencontre, trois membres du collectif, auto-baptisées les « Non grata », réussissent à attirer l'attention de nombreuses participantes par plusieurs interventions artistiques et politiques. L'espace de discussion permanent qu'elles animent fédère les oppositions. La rencontre s'achève en affirmant la volonté de renforcer les liens avec le mouvement féministe. Le Chili est proposé, encore une fois, comme prochain siège.

4 De l'autonomie à la décolonialité (2007 – 2014)

4.1 Le tournant chilien autonome (2007)

Le temps est loin où *Ayuquelén* (fondé en 1984) était l'unique groupe lesbien-féministe du Chili. Le pays est sorti de la dictature depuis 1989. En 1992, Ayuquelén organise la première rencontre lesbienne-féministe nationale, avec une cinquantaine de participantes. En 1993, deux lesbiennes chiliennes (Margarita Pisano⁴⁹ et Edda Gaviola, 1993)

⁴⁷ Melissa Cardoza, « Vue d'un balcon lesbien », *Nouvelles Questions Féministes*, Vol. 24, n° 2, p. 16-26.

⁴⁸ « El VI Encuentro Lésbico Feminista, espejo de la crisis del movimiento », Redacción de *Triple Jornada* con información de Aleyda Aguirre, article sans date paru dans le supplément féministe du quotidien *La Jornada*, *Triple Jornada*, http://www.jornada.unam.mx/2004/12/06/informacion/76_encuentro_lesb.htm (consulté/.....)

⁴⁹ Architecte de formation, Margarita Pisano (1932-2015) était avec la sociologue Julieta Kirkwood (1936-1985), l'une des féministes chiliennes les plus connues. Pour son autobiographie : Margarita Pisano et Andrea Franulic Depix, *Una historia fuera de la historia. Biografía política de Margarita Pisano*, Santiago, Editorial Revolucionarias, 2009.

et une boliviano-chilienne résidant au Mexique (Ximena Bedregal) cofondent le groupe transnational des *Complices*, qui contribue fortement à l'émergence de la critique « autonome » lors de la 6^e RFLAC⁵⁰. En 1996, les Chiliennes organisent la 7^e RFLAC au cours de laquelle la critique de l'institutionnalisation du mouvement éclate⁵¹. Depuis, le féminisme « du dehors » de Margarita Pisano a fait des émules, notamment parmi les jeunes lesbiennes urbaines de classe moyenne d'inspiration libertaire.

En janvier 2006, Michelle Bachelet devient présidente du pays. La 7^e RLFLAC a lieu en février 2007. Intitulée « Penser les autonomies à partir d'une rébellion complice », elle marque un tournant. Organisée par une véritable « *Ekipa* », composée de plusieurs groupes lesbiens proches de l'autonomie, elle s'inscrit bien au-delà de la sexualité, dans une perspective politique large. Il s'agit de lutter non seulement contre l'hétérosexisme et le système patriarcal, mais aussi contre le racisme et le capitalisme. Commencée par un hommage aux victimes de la torture pinochétiste, la rencontre s'achève par une manifestation combative, qui affirme « *un NON en lettres de feu à l'hétérosexualité obligatoire, un NON à la guerre, un NON aux multinationales, un NON aux fémicides et à toute expression de n'importe quel système d'oppression qui touche les femmes et l'humanité* »⁵².

Commence alors un nouveau cycle du lesbianisme continental. Les rencontres lesbiennes s'affirment progressivement comme le centre de gravité des tendances féministes les plus radicales. Simultanément, celles-ci se redéfinissent. À partir des rencontres (lesbienne) du Brésil et (féministe) de République dominicaine, dès le début des années 2000, certaines incorporent à la critique du néolibéralisme, une analyse antiraciste chaque fois plus précise – notamment sous l'impulsion de militantes noires et indiennes⁵³. Puis à partir de 2005, une partie des autonomes s'approprie progressivement des perspectives décoloniales⁵⁴, estimant qu'elles rejoignent en définitive des pratiques qu'elles mettaient en œuvre depuis longtemps⁵⁵. En 2008, Yuderkys Espinosa et Ochy Curiel, Dominicaines implantées respectivement en Argentine et en Colombie, fondent avec d'autres un réseau transnational de réflexion, formation et action, le Groupe latino-américain d'études formation et action féministe (GLEFAS), qui va jouer un rôle central dans cette évolution⁵⁶.

Pour autant, dans le mouvement féministe, l'institutionnalisation va bon train. La 11^e EFLAC se tient en 2009 dans un couvent luxueux du centre de Mexico en pleine

⁵⁰ Ximena Bedregal *et al.*, *Feminismos cómplices, gestos para una cultura tendenciosamente diferente*, 1993, México-Santiago de Chile, Correa feminista.

⁵¹ Jules Falquet, 1997, *op. cit.* ; Margarita Pisano *et al.*, *Permanencia voluntaria en la utopía. El feminismo autónomo en el VII Encuentro feminista latinoamericano y del Caribe, Chile, 1996*, México, Correa feminista, 1997.

⁵² Ochy Curiel, 2007, *El Séptimo encuentro lesbico feminista: trascendente e histórico*, Bogotá, www.radionumerocritico.cl (consulté le 24 mars 2018).

⁵³ « Entretien avec Ochy Curiel », in *Réseau d'Etudes Décoloniales* n°3 – Féminismes décoloniaux depuis le Sud, 2018, En ligne : <http://reseau décolonial.org/2018/10/16/interview-dochy-curiel/> (consulté le 30 novembre 2018); Ochy Curiel, Jules Falquet et Sabine Masson (éd.), « *Féminismes dissidents en Amérique Latine et dans les Caraïbes* », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 24, n°2, 2005.

⁵⁴ Yuderkys Espinosa Miñoso (dir.), *Aproximaciones críticas a las prácticas teóricas políticas del feminismo latinoamericano*, t. 1. Buenos Aires, En La Frontera, 2010 ; Yuderkys Espinosa Miñoso, Diana Gómez Correal, Karina Ochoa Muñoz (éd.), *Tejiendo de otro modo: Feminismo, epistemología y apuestas descoloniales en Abya Yala*, Colombie, Editorial Universidad del Cauca, 2014.

⁵⁵ Jules Falquet, « Les racines féministes et lesbiennes autonomes de la proposition décoloniale d'Abya Yala », *Contretemps*, 2017, <https://www.contretemps.eu/racines-feministes-lesbiennes-autonomes-dabya-yala/> et <https://www.contretemps.eu/racines-feministes-lesbiennes-autonomes-decoloniale-dabya-yala/>. (consulté le 24 mars 2018).

⁵⁶ Notamment grâce à leurs formations, présentiels et en ligne, à leurs publications et aux débats qu'elles organisent à mi-chemin entre les mondes académiques et militants, <http://glefas.org/>

gentrification⁵⁷. Certaines lesbiennes féministes organisent *in extremis* une rencontre autonome, juste avant, dans un local syndical⁵⁸. Elles décident de participer à la rencontre générale, mais avec une position critique forte et collective : elles prendront littéralement la scène de la plénière en se présentant en une longue ligne, demi-nues, les lettres « autonomie » peintes sur le corps, pour lire une déclaration qui affirme « la nécessité de se positionner face au classisme, au racisme, au sexisme, à la colonisation de nos corps et de notre sexualité »⁵⁹. Pendant ce temps, l'animatrice officielle de la rencontre se promène costumée en gros poussin jaune, reproduite sur des écrans géants dans différentes salles. La culture est représentée quant à elle par un spectacle de cabaret particulièrement classique. La dépolitisation semble à son comble. Critiquée dans les années 1990 parce qu'elle signifiait la dépendance financière et idéologique envers les agences multilatérales, les pays du Nord et les gouvernements, l'institutionnalisation du féminisme a aussi conduit à un recentrement de la militance sur une « élite » de professionnelles métisses, urbaines et de classe moyenne supérieure, souvent hétérosexuelles – et parfois même, dans les nombreuses officines gouvernementales qui fleurissent ici et là, de sexe masculin. Du coup, les revendications reflètent chaque fois davantage des intérêts de femmes de classe moyenne blanche-métisse, et plutôt pro-hommes – notamment ceux qui sont désormais présentés comme non-hégémoniques : gays, queer et trans. Au reste, la rencontre est ouverte aux trans – certaines se montrant très agressives quand les lesbiennes-féministes autonomes soulignent que leur participation à l'évènement n'a pas fait l'objet d'une recherche de consensus préalable. Comme lors de la 6^e rencontre continentale de 1993, au cours de laquelle la tendance « institutionnelle » s'était constituée précisément en verrouillant tous les espaces où était posée la question des alliances (avec la coopération internationale et l'ONU, à l'époque), l'affrontement qui traverse la rencontre pourrait s'intituler « féminisme, où est ton espace de délibération démocratique ? ». La question de fond est en effet : avec qui s'allier en tant que féministes et surtout dans quel but et autour de quel projet politique ?

4.2 Espoirs et frustration au Guatemala (2010)

La huitième rencontre a lieu au Guatemala en 2010. L'*Ekipa* d'organisation réunit les membres du seul groupe lesbien-féministe du pays, *Lesbiradas*⁶⁰, et des militantes de plusieurs groupes féministes apparus depuis le début du millénaire pour visibiliser les violences sexuelles commises durant la guerre des années 80, notamment contre les Indiennes⁶¹. Le

⁵⁷ Ximena Bustamente, « Del XI EFLAC y otros demonios », *Debate Feminista*, vol. 41, 2010, p. 165-189. http://www.debatefeminista.cieg.unam.mx/wp-content/uploads/2016/03/articulos/041_07.pdf. Consulté le 28 mars 2018.

⁵⁸ Elles dépensent environ 5 000 dollars pour l'ensemble de la rencontre.

⁵⁹ <https://feministasautonomasenlucha.blogspot.fr/2009/03/posicionamiento-politico-ante-el-xi.html>

⁶⁰ Qui fait suite au groupe Somos : Inès Rummel, *Saliendo del clóset*, Ciudad Guatemala, Colectivo de mujeres Somos, 1997.

⁶¹ À partir de 2003, l'initiative *Consortio de víctimas de violencia sexual a actoras de cambio : lucha de las mujeres por la justicia (Actoras)* réunit plusieurs groupes féministes et de droits humains. En plus d'un long travail dans le monde rural-indien, une série d'ateliers sur les violences sexuelles, puis sur « sexualité, pouvoir et érotisme » ont eu lieu dans la capitale à partir de 2005. Plusieurs participantes forment ensuite une *Batucada Feminista* particulièrement dynamique. Le 8 mars 2007, elle accompagne 13 femmes qui se dénudent publiquement sur la place centrale de la capitale, pour révéler le message peint lettre à lettre sur leur corps : MI CUERPO ES MIO (mon corps est à moi). Une vidéo de l'action est disponible sur You Tube : <Batucada feminista 8 marzo 2007>. En 2008, lors du III^e Forum des Amériques, plusieurs groupes dont *Lesbiradas* et la *Batucada féministe* produisent une banderole où 11 femmes posent nues et enlacées, avec la légende : « Territoire libre. Mon corps est à moi. Libre de contrôle, expropriation, violence, colonisation, racisme, lesbophobie ». Jules Falquet, — « Violences contre les femmes et (dé)colonisation du "territoire-corps". De la guerre à l'extractivisme néolibéral au Guatemala », in Cirstocea, Ioana; Lacombe, Delphine; Marteu, Elisabeth

premier communiqué de l'*Ekipa* affirme « reprendre la proposition du féminisme autonome : partir de nos corps comme territoires politiques pour nous impliquer dans des processus de décolonisation. Et nous signalons que la colonisation n'est pas seulement liée à la présence de l'envahisseur dans les terres d'Abya Yala, mais à l'internalisation du maître et de ses logiques de compréhension du monde »⁶². Pour préparer la rencontre, l'*Ekipa* demande au GLEFAS de réaliser un processus de formation du mouvement, sur l'histoire du féminisme continental et sur le racisme. La rencontre ambitionne d'aborder les questions imbriquées du racisme (le Guatemala étant l'un des rares pays du continent où la population indienne est restée majoritaire malgré plus de 500 ans de colonisation et une longue guerre génocide), de l'extractivisme transnational (dont le boom dans le pays commence en 2004 et s'affirme en 2008, notamment dans les régions indiennes), et du militarisme – le tout, dans une perspective critique de la globalisation néolibérale. Le lieu choisi pour la rencontre est hautement symbolique : c'est dans cette même salle d'honneur de l'université San Carlos qu'en janvier 1980 avaient été veillés les corps des 37 victimes de l'incendie qui avait mis fin à l'occupation paysanne de l'ambassade d'Espagne. Mais le programme est très vite perturbé par une polémique : un trans, venu en compagnie de sa partenaire, dénonce avoir été refusé par certaines lesbiennes à un atelier d'autodéfense. L'essentiel des deux jours que dure la rencontre est finalement occupé par un affrontement très dur à propos de l'inclusion ou non, des trans⁶³.

Du côté de celles qui s'opposent à la participation de personnes trans à la rencontre, les arguments sont de différents types. Certains arguments sont plutôt politiques : d'abord, le refus de se faire forcer la main en étant mises devant le fait accompli, alors que les accords pris lors de la rencontre antérieure (qui font généralement autorité) avaient clairement énoncé la non-mixité lesbienne. Ensuite, la volonté de jouir d'« une chambre à soi », en tant que lesbiennes-féministes. Il ne s'agit pas de ne jamais faire d'alliances ou de rencontres avec le mouvement trans – celles-ci peuvent avoir lieu tout au long de l'année dans chaque pays. Mais organiser les rencontres lesbiennes-féministes continentales constitue un effort matériel, financier, politique et humain considérable : pourquoi celles qui réalisent tout le travail de préparation ne pourraient-elles pas décider qui peut y participer, en fonction des objectifs politiques qu'elles se sont fixés ? Passer outre leur volonté clairement exprimée (quand une femme dit non, ce n'est pas oui) leur semble un acte hostile et provocateur, peu propice à la discussion politique et à l'établissement d'alliances. Enfin, une ligne d'argumentation (minoritaire) souligne que la focalisation sur l'inclusion des personnes trans tend à faire oublier d'autres groupes qui brillent pourtant par leur absence : les lesbiennes prolétaires, paysannes et/ou Indiennes notamment (dont l'importance numérique et politique sur le continent n'est pourtant pas à prouver). Dans un autre ordre d'idées, certaines participantes, parfois les mêmes, revendiquent le fait d'être strictement « entre femmes » en affirmant que *les lesbiennes sont des femmes* (à l'inverse de la célèbre déclaration de Wittig). Quelques-unes, poussées dans leurs retranchements, laissent même apparaître un naturalisme particulièrement troublant en affirmant qu'elles sont de surcroît *nées femmes* —une croyance que l'on croyait définitivement écartée depuis Beauvoir.

Du côté de celles qui souhaitent l'inclusion des trans, tant dans la rencontre que dans le quotidien du mouvement, les arguments sont également variés. Ici aussi, une ligne

(coord.), *Le genre globalisé : mobilisations, cadres d'actions, savoirs*, PUR, 2018, pp 91-112.

⁶² Norma Mogrovejo, « Los encuentros lesbicos feministas latinoamericanos y del Caribe en la era del postfeminismo », en ligne : <https://normamogrovejo.blogspot.fr/2016/02/los-encuentros-lesbicos-feministas.html>

⁶³ La question trans concerne aussi bien des personnes initialement cataloguées comme de sexe féminin, que masculin. Les processus et les logiques de « transition » sont très varié-e-s, ainsi que les positions politiques des groupes trans. Au cours de la rencontre lesbienne-féministe au Guatemala, la question est posée par un homme trans (F to M), alors que lors de la 8^e rencontre féministe continentale de 2008, il s'agit de femmes trans (M to F).

d'argumentation clairement politique souligne que le mouvement trans interroge le genre et sa naturalisation, et constituent un allié objectif du féminisme (lesbien). La majorité des personnes favorables à la participation trans utilise cependant des arguments plus moraux : la volonté de ne pas discriminer, d'autant qu'on l'a déjà été soi-même et d'autant plus que les personnes trans vivaient un niveau de discrimination encore plus élevé que les lesbiennes. Cette position semble particulièrement l'apanage d'une partie des plus jeunes générations, souvent socialisées dans les courants LGBTQI et venues à la militance par les études universitaires plus que par le mouvement féministe, et donc souvent plus éloignées des débats sur la non-mixité fondateurs du mouvement. Une minorité enfin se laisse aller à l'émotion et aux larmes de solidarité avec le militant trans exclu, que plusieurs connaissent personnellement.

Autant dire que les participantes peinent à prendre de la distance pour mettre en perspective un certain nombre d'enjeux politiques que l'on peut discerner, avec le recul, derrière ce débat récurrent. Rappelons que des discussions enflammées avaient déjà eu lieu sur la question à la 6^e RLFLAC à Mexico en 2004, puis lors de la 8^{ème} RFLAC⁶⁴, également à Mexico, en 2008. Or, venir du Mexique au Guatemala est simple et peu onéreux : est présente à la 8^e RLFLAC, Gloria Carreaga, l'une des plus déterminées à ouvrir les rencontres lesbiennes aux trans. Gloria Carreaga est une lesbienne et féministe institutionnelle mexicaine de longue date, experte consultée par certaines agences financières, présente à Mexico en 2004 puis en 2008 et qui défend depuis longtemps des alliances LGBTQI+. Sont également présentes ses anciennes adversaires, comme Mariana Pérez Ocaña (co-fondatrice de la revue lesbienne *Lesvoz* qui paraît depuis 1994 à Mexico) et Chuy Tinoco (ancienne Non grata en 2004 et militante lesbienne de longue date d'Aguascalientes). Des débats et des antagonismes proprement mexicains et plus anciens se sont donc invités au Guatemala. Cependant, des éléments nouveaux s'ajoutent. En effet, comme certaines le découvrent à la faveur de ce débat, le groupe argentin Mulabi vient d'organiser une rencontre continentale de lesbiennes, bis, travestis et trans⁶⁵, précisément à Ciudad Guatemala⁶⁶. Très en pointe dans les luttes trans, Mulabi est appuyé par la coopération internationale pour œuvrer à « rapprocher » les lesbiennes des trans. Précisément, alors que la rencontre lesbienne a été boycottée par plusieurs agences financières suite à son refus de céder sur la participation trans, la rencontre « lesbienne-bi-travesti-trans LBTT » a obtenu assez de financements pour inviter des activistes de tout le continent, tous frais payés pendant une semaine. Plusieurs lesbiennes féministes ont d'ailleurs pu se rendre à la RLFLAC grâce au billet offert par la RLBT. Mais certaines affirment que la RLBT incluait des ateliers spécifiques destinés à préparer les participant-e-s à convaincre les lesbiennes féministes d'accepter la participation trans à la RLFLAC. La divulgation de cette information à l'ensemble des participantes de la RFLAC jette un froid.

En effet, le débat change de nature avec l'entrée dans le jeu d'un tiers, et pas des moindres : les agences financières. Ici, certaines agences de coopération du Nord ont tenté de forcer la main au mouvement lesbien féministe en employant des armes économiques (priver de ressources les unes et fournir des ressources aux autres). De plus, force est de constater que l'exigence systématique d'ouverture à d'autres problématiques (dans ce cas, trans), aboutit à obnubiler, voire à paralyser certains groupes et espaces politiques qui comptent par ailleurs

⁶⁴ À cette occasion, des trans mexicaines (M to F) avaient dénoncé publiquement, de manière très dure, les féministes « radicales » qui avaient contesté leur présence à la rencontre. Il s'agissait en fait de lesbiennes féministes autonomes, qui s'opposaient également et surtout à la frappante institutionnalisation-dépolitisation des rencontres féministes. Jules Falquet, 2011, *op. cit.*

⁶⁵ <https://sincloset.blogspot.fr/2010/10/encuentro-de-lesbianas-bisexuales.html> (consulté le 17 décembre 2017).

⁶⁶ Une première rencontre nationale des personnes « travestis, transgénérées et transexuelles » avait déjà eu lieu au Guatemala en mai 2009, avec l'appui de l'ONUSIDA. Il semble que la rencontre ne visait pas les hommes trans, mais plutôt les femmes trans, essentiellement travailleuses du sexe – et qu'il s'agissait surtout, pour les pouvoirs publics, de limiter la contagion du VIH vers les hommes qui sont leurs clients.

parmi les plus frontalement opposés à l'ordre néolibéral. Ainsi, on peut se demander si l'opposition réciproque entre certains groupes lesbiens et trans ne serait pas instrumentalisée par des tiers, pour détourner leurs énergies et ramener les débats qui remettent en question l'ordre économique, social et racial, vers le domaine moins menaçant des identités et de la sexualité.

Concrètement, concernant la 8^e RLFLAC, les ateliers prévus contre le militarisme et les logiques de recolonisation extractiviste ne purent avoir lieu. Et bien que les lesbiennes noires, nombreuses, aient organisé une protestation particulièrement forte contre le racisme, les débats sur l'absence de nombreux autres « secteurs » comme les lesbiennes indiennes, qu'on aurait pu espérer plus présentes dans ce pays à majorité autochtone⁶⁷, furent également éclipsés. Après deux jours épuisants d'invectives autour de la question trans, la scission était consommée. Un petit groupe proposa d'organiser une prochaine RLFLAC ouvert aux trans au Paraguay. La plupart se rangèrent à la proposition qu'en l'absence d'autre espace, la RLFLAC demeure le lieu de discussion des lesbiennes-féministes, assortie de l'engagement à ce que la rencontre ait lieu dans un pays andin, afin de favoriser une plus grande participation de lesbiennes Indiennes, qui brillaient encore une fois par leur absence – trois seulement s'identifièrent comme telles.

Deux ans plus tard⁶⁸, la rupture est consommée : la rencontre Lesbiennes-bi-trans-inter-féministe du Paraguay⁶⁹ et la 9^e RLFLAC de Bolivie, ont lieu en même temps (respectivement du 2 au 4 novembre et du 30 octobre au 6 novembre). La RLFLAC est organisée essentiellement par le groupe *Comunidad Mujeres Creando* – scission du célèbre groupe féministe autonome *Mujeres Creando*. Dans la grande tradition des *Creando*, elle commence par une nuit de graffitis lesbiens dans La Paz, suivie d'une ronde de discussion avec plusieurs groupes de femmes du mouvement populaire, qui montre l'implantation de *Mujeres Creando Comunidad* dans le mouvement des femmes, lui-même très impliqué dans le projet d'Evo Morales. La rencontre elle-même a lieu au bord du lac Titicaca. Les thèmes centraux sont la mémoire longue de la sexualité non-normative des peuples originaires, le corps politique des femmes, les projets politiques et les alliances. La spiritualité indienne est à l'honneur et les oratrices qui se succèdent au fil des tables rondes développent des positions anticapitalistes, antiracistes et critiques du militarisme et de l'extractivisme particulièrement fortes. Le féminisme communautaire, porté par des boliviennes d'une part, des guatémaltèques de l'autre, est à l'honneur⁷⁰. Cependant, les participantes sont peu nombreuses (moins d'une centaine), les Indiennes restent très minoritaires et les lesbiennes noires sont presque absentes. La plupart des autres groupes lesbiens ou féministes du pays ont ignoré la rencontre – visiblement du fait des positions historiquement très intransigeantes de la fondatrice du groupe, Julieta Paredes. La délégation de Colombie, qui inclut des Bogotanes et des lesbiennes de Medellín, se propose pour la prochaine rencontre.

⁶⁷ Pour un aperçu de la situation complexe des lesbiennes indiennes au Guatemala, à partir d'une histoire personnelle : Dorotea Gómez Grijalva, *Mi cuerpo es un territorio político*, Brecha Lésbica, Voces decoloniales, 2012. <https://brechalesbica.files.wordpress.com/2010/11/mi-cuerpo-es-un-territorio-politico-3ad7777-dorotea-gc3b3mez-grijalva.pdf>. (consulté le 28 mars 2018).

⁶⁸ Pendant ce temps, le mouvement féministe tient sa douzième rencontre continentale de 2011 en Colombie, fêtant les trente ans des rencontres dans un grand hôtel qui appartient ... à l'armée colombienne, pourtant de sinistre réputation. Seules certaines lesbiennes, très minoritaires, s'insurgent contre ce symbole.

⁶⁹ Une deuxième rencontre Lesbiennes-bi-trans-inter-féministe, intitulée « Venir au Sud », a eu lieu en en 2015 au Costa Rica.

⁷⁰ Lorena Cabnal, « 'Corps-territoire et territoire-Terre' : le féminisme communautaire au Guatemala », *Cahiers du Genre* n°59, 2015, pp 73-90 ; Julieta Paredes, *Hilando fino desde el feminismo indígena comunitario*, La Paz, Comunidad Mujeres Creando Comunidad, Deutscher Entwicklungsdienst, 2010.

La 10^e RLFLAC, et dernière à ce jour, a lieu en 2014 en Colombie⁷¹. On y remarque une importante participation de lesbiennes de tout le pays, fruit d'une série de formations préparatoires, comme au Guatemala – à nouveau grâce au GLEFAS, dont plusieurs membres se trouvent cette fois directement dans le Comité d'organisation. Les perspectives décoloniales⁷² traversent la rencontre, d'autant plus que la théoricienne décoloniale María Lugones vient de donner une série de conférences dans le pays à l'initiative du GLEFAS – elle assiste d'ailleurs discrètement au premier jour de la RLFLAC. La méthodologie, très étudiée, vise à une participation maximale. Chaque jour est consacré à un débat général auquel toutes participent en petits groupes, et qui se clôt chaque soir par une restitution créative et artistique en plénière – certaines proposant des saynètes et des vidéos particulièrement réussies. Les liens entre militarisme et extractivisme donnent lieu à l'élaboration de grandes cartes de la région qui montrent les points de tension. Les débats en suspens depuis le Guatemala sont enfin abordés : que font les lesbiennes-féministes contre les guerres d'appropriation des ressources et les violences contre les femmes et les populations indiennes, noires, rurales, et contre la recolonisation néolibérale des corps et des pays ? Comment analyser ces phénomènes, développer les luttes, avec qui s'allier et sur quelles bases ?

La participation des lesbiennes colombiennes est importante, celle des lesbiennes noires est numériquement et politiquement marquante. Dès l'inauguration de la RLFLAC, elles réalisent une performance qui souligne la dimension raciste des féminicides qui ensanglantent la région. Dans les plénières aussi, elles dénoncent vigoureusement le racisme, y compris dans le mouvement lesbien, certaines envisagent même d'organiser leur propre rencontre continentale. La manifestation finale, rythmée par plusieurs *batucadas*, est compacte et dynamique. Pourtant, alors que la rencontre semble la plus « politique » et la mieux organisée des dernières années, elle s'achève sur une sorte de vide. Une partie des plus jeunes et des nouvelles venues dans le mouvement critiquent la mainmise de l'ancienne génération « autonome », maintenant dans la cinquantaine, qui tient fermement la barre des débats. Au reste, cette génération s'est fragmentée à l'extrême. Ses principales exposantes au sein de la rencontre sont les fondatrices du GLEFAS. Les perspectives décoloniales qu'elles défendent sont orientées par une ferme pratique d'alliances avec les luttes antiracistes et anticapitalistes. Dès lors, plusieurs questions emboîtées se posent. D'abord, si les luttes principales sont contre l'extractivisme, le militarisme et la recolonisation néolibérale (et leurs conséquences pour les femmes et les lesbiennes, surtout racisées et appauvries), alors pourquoi se réunir seulement entre lesbiennes pour penser ces luttes ? Ensuite, si l'on a conscience que le sexe, la race et la classe, ne sont pas liés au corps biologique mais sont construits par des rapports sociaux, et que l'on lutte non pas sur la base d'identité mais bien de projets politiques, il n'y aurait pas de réel obstacle à travailler avec des trans ou des hommes – du moment que leur pratique politique démontre une ferme adhésion à des perspectives lesbiennes-féministes antiracistes et anti-néolibérales. Plus : au lieu de constituer une sorte d'obligation moraliste-maternaliste fondée sur la perspective politiquement faible de la « non-discrimination », cette alliance deviendrait un choix politique fort soulignant une conviction antinaturaliste radicale – ce qui simultanément renforcerait l'antiracisme. En d'autres termes, dans cette perspective, la raison d'être spécifique des rencontres lesbiennes féministes perd de sa netteté. Au demeurant, les Péruviennes, qui avaient annoncé leur

⁷¹ <http://glefas.org/download/biblioteca/lesbianismo-feminista/memoria-x-elfay-colombia-2014-v.pdf> (consulté le...)

⁷² La désormais très vaste littérature décoloniale ne saurait être résumée ici. Sur la perspective spécifiquement féministe décoloniale, on pourra commencer par l'article fondateur de María Lugones « La colonialidad del género », *Tabula Rasa*, Bogotá - Colombia, n° 9, 2008, pp 73-101, ainsi que Curiel, 2018, *op. cit.*, ou pour une contextualisation historique, Jules Falquet, 2017, *op. cit.*

intention d'assumer la prochaine rencontre, semblent avoir abdiqué, et pour le moment, aucune alternative ne paraît en vue.

*

On peut tirer de cette histoire du mouvement lesbien féministe d'Abya Yala, des conclusions à plusieurs niveaux. D'un point de vue politico-stratégique, force est d'abord de constater, comme pour le mouvement féministe, l'impact notable sur le mouvement de différentes organisations du Nord, de l'ONU aux groupes LGBT transnationaux, à travers les financements qu'elles attribuent – et simultanément les réactions complexes de celui-ci face à ces « lignes », qui le structurent sans toutefois le surdéterminer. D'un point de vue théorique, on remarque après une longue montée en puissance, l'essoufflement de la proposition d'un lesbianisme-féministe *autonome*, antiraciste, anticapitaliste, en première ligne contre l'extractivisme, la militarisation et la re-colonisation du continent. Plus précisément, une sorte de contradiction apparaît. Au plan théorique, existe la conviction que la vie de chacun-e est liée non à une nature/identité, mais à des rapports sociaux imbriqués, qui créent des positions sociales complexes. Mais comment ces positions complexes peuvent-elles aboutir à une conscience unifiée, et même à une volonté indéfectible de lutter simultanément contre toutes les dominations alors même qu'une partie des lesbiennes bénéficient par rapport aux autres de certains privilèges (de race, de classe) ? Ce paradoxe a aussi été soulevé concernant le principal mouvement féministe transnational, la Marche mondiale des femmes⁷³ (Galerand, 2006). La question est d'autant plus brûlante pour le mouvement lesbien d'Abya Yala, que les lesbiennes rurales, indiennes ou noires (les plus directement concernées par l'extension de la mondialisation néolibérale), y sont très minoritaires quoique certaines y soient politiquement très actives. C'est pourquoi, d'un point de vue épistémologique, la question des liens entre (1) position objective dans les rapports sociaux, (2) conscience-production de connaissances et (3) position-action politique, reste posée dans toute sa complexité. Enfin, d'un point de vue très pratico-pratique, pourquoi faudrait-il lutter contre l'ensemble des dominations *en tant que lesbiennes féministes, dans un mouvement spécifique* ? Qu'est-ce qui, théoriquement et pratiquement, le justifie – hormis le fait que la plupart des autres mouvements sociaux (mixtes) se montrent encore trop souvent misogynes et lesbophobes, ce qui implique une perte d'énergie considérable pour les lesbiennes féministes qui y participent, sans cesse obligées de lutter à l'intérieur même de la lutte et de ce fait, freinées dans leur réflexion et dans leur action ?

La question nous ramène à l'affirmation du Combahee River Collective qui ouvre la réflexion. Les analyses du mouvement lesbien-féministe d'Abya Yala des dix dernières années comptent bien parmi les plus éclairantes qui soient produites aujourd'hui, et les plus radicalement opposées à la mondialisation néolibérale, dans une optique d'imbrication des rapports sociaux de sexe, race et classe. Cependant, pour transformer les rapports sociaux, il faut des alliances très larges. Or, comment s'allier avec des groupes (relativement) dominants (comme des hommes racisés et/ou prolétariés), sans être dominé-e-s dans les alliances et voir à nouveau ses aspirations et ses analyses, minorisées puis effacées ? La mise en pratique des analyses imbricationnistes des lesbiennes féministes du continent se heurte à des contradictions qui semblent structurelles. Le défi aujourd'hui, consiste à y apporter des solutions.

⁷³ Elsa Galerand, « Retour sur la genèse de la Marche mondiale des femmes (1995-2001). Rapports sociaux de sexe et contradictions entre femmes ». *Cahiers du Genre*, n°40, *Travail et mondialisation. Confrontations Nord/Sud*, 2006. p 163-202.

Bibliographie

BACCHETTA Paola, « Quand des mouvements lesbiens à Delhi questionnent les “Théories féministes transnationales” », *Les Cahiers du CEDREF*, n°14, 2006, p. 173-204.

BEDREGAL Ximena, *El feminismo autónomo radical, una propuesta civilizatoria*, (s. d.), <http://www.mamametal.com/articulos/articulos.html>. Consulté le 28 mars 2018.

BEDREGAL Ximena *et al.*, *Feminismos cómplices, gestos para una cultura tendenciosamente diferente*, 1993, México-Santiago de Chile, Correa feminista.

BUSTAMANTE Ximena, « Del XI EFLAC y otros demonios », *Debate Feminista*, vol. 41, 2010, pp 165-189. http://www.debatefeminista.cieg.unam.mx/wp-content/uploads/2016/03/articulos/041_07.pdf (consulté le...)

CABNAL Lorena, « 'Corps-territoire et territoire-Terre' : le féminisme communautaire au Guatemala » (Entretien traduit de l'espagnol), *Cahiers du Genre* n°59, 2015, pp 73-90.

CARDOZA Melisa, « Vue d'un balcon lesbien », *Nouvelles Questions Féministes, Féminismes dissidents en Amérique latine et aux Caraïbes*, Vol. 24, n° 2, pp 16-26.

CHINCHILLA U. Dario, « Homosexuales de la vieja guardia », *La Nación*, 13-07-2014, <http://www.nacion.com/revista-dominical/homosexuales-de-la-viejaguardia/73CFSAO4URCPJKB35SU76GMZTM/story/> (consulté le 20 mars 2018).

COMBAHEE RIVER COLLECTIVE, « Déclaration du Combahee River Collective », *Cahiers du CEDREF*, 2006 [1979], pp. 53-67.

CURIEL Ochy, « Pour un féminisme qui articule race, classe, sexe et sexualité », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 20, n° 3, 1999, pp 39-62.

— 2007, *El Séptimo encuentro lesbico feminista: trascendente e histórico*, Bogotá, www.radionumerocritico.cl. Consulté le 24 mars 2018.

— 2018, « Entretien avec Ochy Curiel », in *Réseau d'Etudes Décoloniales* n°3 – Féminismes décoloniaux depuis le Sud. En ligne : <http://reseau-decolonial.org/2018/10/16/interview-dochy-curiel/>.

CURIEL Ochy, FALQUET Jules, MASSON Sabine (éd.), « *Féminismes dissidents en Amérique Latine et dans les Caraïbes* ». *Nouvelles Questions Féministes*, vol; 24, n°2, 2005.

ESPINOSA MIÑOSO Yuderkys (dir.), *Aproximaciones críticas a las prácticas teóricas políticas del feminismo latinoamericano*, Tomo 1. Buenos Aires, En La Frontera, 2010.

ESPINOSA MIÑOSO Yuderkys, GÓMEZ CORREAL Diana, OCHOA MUÑOZ Karina (éd.), *Tejiendo de otro modo: Feminismo, epistemología y apuestas descoloniales en Abya Yala*, Colombie, Editorial Universidad del Cauca, 2014.

FACIO Alda, « Ser lesbiana a finales del siglo pasado », in Ursula Rehaag Kopanke, et D. G. Suárez (eds.), (CIPAC/DDHH), *Justicia para todas. Discriminación contra las lesbianas en Costa Rica*, IGLHRC, 2003.

FALQUET Jules, « Panorama du mouvement après la Sixième rencontre féministe latino-américaine et des Caraïbes, novembre 1993 », *Cahiers du GEDISST*, n° 9-10, 1994, p. 133-146.

— « De l'institutionnalisation du féminisme latino-américain et des Caraïbes », *Cahiers du GEDISST*, n°20, 1998, p. 131-147.

- « Mogrovejo, Norma. Un amor que se atrevió a decir su nombre », compte-rendu de lecture, *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 20, n°3, 1999a.
- « Un mouvement désorienté : la 8^e rencontre féministe latino-américaine et des Caraïbes », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 20, n°3-1999 b.
- « Autour de la 5^e Rencontre lesbienne féministe latino-américaine et des Caraïbes (Rio de Janeiro, mars 1999). Lesbianisme noir au Brésil (Entretien avec Neusa Das Dores Pereira et Elizabeth Calvet, organisatrices) », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 21, n° 1, 1999c, p. 110-124.
- « Le mouvement féministe en Amérique latine et aux Caraïbes. Défis et espoirs face à la mondialisation néolibérale », *Actuel Marx*, n° 42, 2007, p. 36-47.
- « 'Féministes autonomes' latino-américaines et caribéennes : vingt ans de critiques de la coopération au développement », *Recherches Féministes*, vol. 24, n°2-2011, 2011, p. 39-58.
- « Les racines féministes et lesbiennes autonomes de la proposition décoloniale d'Abya Yala », *Contretemps*, 2017. <https://www.contretemps.eu/racines-feministes-lesbiennes-autonomes-dabya-yala/> et <https://www.contretemps.eu/racines-feministes-lesbiennes-autonomes-decoloniale-dabya-yala/> (consulté le 24 mars 2018).
- « Violences contre les femmes et (dé)colonisation du "territoire-corps". De la guerre à l'extractivisme néolibéral au Guatemala », in Cirstocea, Ioana; Lacombe, Delphine; Marteu, Elisabeth (coords.), *Le genre globalisé : mobilisations, cadres d'actions, savoirs*, PUR, 2018, pp 91-112.
- FISCHER Amalia, « Les chemins complexes de l'autonomie », *Nouvelles Questions Féministes*, Féminismes dissidents en Amérique latine et aux Caraïbes, Vol. 24, n° 2. 2005, p 65-85.
- GALERAND Elsa, « Retour sur la genèse de la Marche mondiale des femmes (1995-2001). Rapports sociaux de sexe et contradictions entre femmes ». *Cahiers du Genre*, n°40, *Travail et mondialisation. Confrontations Nord/Sud*, 2006. p 163-202.
- GARGALLO Francesca, *Feminismos desde Abya Yala. Ideas y proposiciones de las mujeres de 607 pueblos en nuestra América*, Ciudad de México, Editorial Corte y Confección, 2012.
- GIMENO Beatriz, « La marginación de las lesbianas en los grupos gays y en el movimiento feminista », 2004, <http://www.galf.org/cendoc.php> (consulté le 28 mars 2018).
- GÓMEZ GRIJALVA Dorotea, *Mi cuerpo es un territorio político*, Brecha Lésbica, Voces decoloniales, 2012. <https://brechalesbica.files.wordpress.com/2010/11/mi-cuerpo-es-un-territorio-polc3adtico77777-dorotea-gc3b3mez-grijalva.pdf> (consulté le 28 mars 2018).
- HINOJOSA Claudia, « Historia sobre la presencia pública de las feministas lesbianas », 2003. http://creatividadfeminista.org/articulos/lesb_2003_clhinojosa.htm (consulté le 24 mars 2018).
- HINOJOSA Claudia et SARDÁ Alejandra, « Consecuencias económicas y sociales de la discriminación contra las lesbianas en América Latina. El precio de ser diferente », 2003. <http://www.galf.org/cendoc.php> (consulté le 24 mars 2018).
- JITSUYA Nelly et SEVILLA Rebeca, « Lesbofobia y sexismo en el movimiento feminista y el movimiento homosexual », 2004. <http://www.galf.org/cendoc.php> (consulté le 24 mars 2018).
- JUTEAU-LEE Danielle, « Visions partielles, visions partiales : visions (des) minoritaires en sociologie », *Sociologie et sociétés*, vol. 13, n° 2, 1981.
- KIRKWOOD Julieta, « Feministas y políticas », *Revista Nueva sociedad*, n°78, Venezuela, 1985.

- LUGONES María, « La colonialidad del género », *Tabula Rasa*, Bogota, n° 9, 2008, p. 73-101.
- MARTINHO Miriam, « 1979-2004: 25 anos de organização lésbica no Brasil », 2004, <http://www.galf.org/cendoc.php> (consulté le 22 mars 2018).
- MARCHA LESBICA, « Manifieste », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 22, n°2, 2003, pp. 108-111.
- MATHIEU Nicole-Claude, « Critiques épistémologiques de la problématique des sexes dans le discours ethno-anthropologique », Rapport pour l'UNESCO, 1985, nouvelle publication in : Mathieu 1991, *L'Anatomie politique. Catégorisations et idéologies du sexe*. Paris, Côté-femmes Editions, p. 75-127.
- MOGROVEJO Norma, *Un amor que se atrevió a decir su nombre*, México, Plaza y Valdés, 2000.
- PAREDES Julieta, *Hilando fino desde el feminismo indígena comunitario*, La Paz, Comunidad Mujeres Creando Comunidad, Deutscher Entwicklungsdienst, 2010.
- PISANO Margarita et al., *Permanencia voluntaria en la utopía. El feminismo autónomo en el VII Encuentro feminista latinoamericano y del Caribe, Chile, 1996*, México, Correa feminista, 1997.
- PISANO Margarita et FRANULIC DEPIX Andrea, *Una historia fuera de la historia. Biografía política de Margarita Pisano*, Santiago, Editorial Revolucionarias, 2009.
- RAMOS Juanita (ed.), *Compañeras : latina lesbians (an anthology)*, New York, 1987.
- RIQUELME Cecilia, « Identidad lésbica. Una mirada histórica », 1999, http://www.rimaweb.com.ar/safopiensa/reflex_les/identidad_criquelme.html (consulté le 22 mars 2018).
- , « Apuntes par la Historia del Movimiento Lésbico en América Latina », 2004. http://www.archivochile.com/Mov_sociales/mov_mujeres/doc_muj_otros/MSdocmujotros001_5.pdf (consulté le 22 mars 2018).
- RUMMEL Ines, *Saliendo del clóset*, Ciudad Guatemala, Colectivo de mujeres Somos, 1997.

